

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
POKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

INFORMATION
INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG
INFORMATION MEMO

NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE

Brussels, June 1980

Commission urges action on Community Natural Gas Supply (1)

The Commission has just approved a report from Mr. Guido Brunner warning of possible shortages of natural gas supplies in the mid-eighties and suggesting guidelines for increasing production within the community and for finding a wider choice of suppliers from outside.

The report, which now goes to the Council, points out the increasing share of natural gas in the Community's energy balance (18% almost the same as coal).

However latest forecasts indicate a rapid decrease in domestic natural gas production which could fall to half the present level by the end of the century unless new reserves are discovered.

The Community imports natural gas under long-term contracts (20-25 years) from Algeria (41.9%), Norway (24%), Soviet Union (17.5%), Iran (7.4%), Nigeria (6.8%) and Libya (2.4%).

Some of these contracts can no longer be regarded as firm. Gas deliveries from Iran will not start in time. Furthermore, it is uncertain whether some of the gas from Algeria will be delivered in liquified form as contracted. Negotiations are under way. The construction of one or two pipelines under the Mediterranean as an alternative method of delivery would not only increase transportation costs but would also delay deliveries.

Natural gas can be used to reduce the Community's dangerous dependence on oil imports, the report says. But efforts must be made so as not to replace dependence on one fuel by equal dependence on another.

Adequate supplies have to be maintained from indigenous sources. Independent experts have been charged with drawing up a study of ways of improving security of supply. When this is complete the Commission will submit appropriate proposals to the Council.

The report suggests that recoverable gas reserves in the North sea could be substantially increased by constructing pipelines connecting the many known fields not yet served, by applying new technologies in isolated fields, by using new (but expensive) methods of extracting gas from difficult rock strata, and by encouraging drilling into deeper geological formations.

The Community should also ensure that imports are diversified as far as possible. Despite the recently concluded contract with Nigeria, the current degree of diversification cannot be regarded as satisfactory. Further opportunities may be offered by gas from Cameroun, Canada, Qatar, and some other countries in the Gulf. The Community is also interested in concluding more contracts with Norway.

Faster development of pipeline projects in the North sea and across the Mediterranean from Algeria could help solve medium term supply problems. But, the report says, the large investments required could only be raised by close cooperation among the governments and industries concerned and use made of the Community instruments such as the European Investment Bank and the Ortoli fund.

In addition the Community should encourage the development of substitute gases. Liquified petroleum gas (LPG) could make a useful contribution. In the long term consideration must be given to coal gasification for which the Community already supports a number of demonstration projects.

Finally, the report says, natural gas has to be employed in economic and rational ways supported by suitable price and tariff structures, reflecting supply costs on the world energy market. The Commission is preparing appropriate recommendations for submission to the Council shortly.

Natural Gas Import Contracts with Third Countries

	Million toe/a	%	time	
			supply begins	supply ends
1. Algeria	43.6	41.9	1966-84	2000
2. Norway	25	24.0	1977/78	1997/98
3. USSR	18.2	17.5	1977/80	2000
4. Iran	7.7	7.4	1982	2004
5. Nigeria	7.0	6.8	1986	2006
6. Libya	2.5	2.4	1972	1992

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**INFORMATION
INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG
INFORMATION MEMO**

**NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE**

Bruxelles, juin 1980

**LA COMMISSION RECOMMANDE DES ACTIONS COMMUNAUTAIRES DANS LE SECTEUR
DE L'APPROVISIONNEMENT EN GAZ NATUREL (1)**

La Commission vient d'approuver un rapport de M. Guido Brunner mettant en garde contre d'éventuelles pénuries dans les approvisionnements en gaz naturel vers le milieu des années 1980 et proposant des orientations pour accroître la production dans la Communauté et pour trouver un choix plus large de fournisseurs vers l'extérieur.

Le rapport, qui va être transmis au Conseil, souligne la part croissante du gaz naturel dans le budget énergétique de la Communauté (18 %, soit presque autant que le charbon).

Cependant, les dernières prévisions indiquent une diminution rapide de la production intérieure de gaz naturel qui pourrait tomber à la moitié de son niveau actuel à la fin du siècle, si de nouvelles réserves ne sont pas découvertes d'ici là.

La Communauté importe du gaz naturel sous le couvert de contrats à long terme (20-25 ans) passés avec l'Algérie (41,9 %), la Norvège (24 %), l'Union Soviétique (17,5 %), l'Iran (7,4 %), le Nigeria (6,8 %) et la Lybie (2,4 %). Certains de ces contrats ne peuvent plus être considérés comme des contrats fermes.

Les fournitures de gaz en provenance de l'Iran ne démarreront pas à temps. En outre, il n'est pas certain que le gaz en provenance d'Algérie sera livré sous forme liquéfiée comme prévu au contrat. Les négociations sont en cours. La construction d'un ou deux gazoducs traversant la Méditerranée, comme alternative de transport des fournitures, aurait pour effet, non seulement d'accroître les coûts de transport, mais aussi de retarder les livraisons.

Le rapport indique que le gaz naturel peut servir à réduire la dépendance dangereuse de la Communauté à l'égard des importations de pétrole. Toutefois, il faut déployer des efforts pour que la réduction de la dépendance à l'égard d'un combustible ne soit pas remplacée par une même dépendance à l'égard d'un autre.

Il faut maintenir des approvisionnements suffisants à partir de ressources intérieures. Des experts indépendants ont été chargés d'étudier les moyens d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement. Lorsque ces études auront

2 été menées à leur terme, la Commission présentera des propositions appropriées au Conseil.

Le rapport souligne que les réserves récupérables de gaz dans la Mer du Nord pourraient être fortement augmentées grâce à la construction de gazoducs reliant de nombreux gisements connus, mais non encore raccordés, en mettant en oeuvre des technologies nouvelles dans des gisements isolés; en utilisant des méthodes nouvelles (mais coûteuses) pour extraire le gaz des sous-sols rocheux difficiles et en encourageant le forage dans des couches géologiques plus profondes.

La Communauté devrait également s'assurer que les importations sont aussi diversifiées que possible. En dépit du contrat conclu récemment avec le Nigéria, le niveau actuel de diversification ne peut être considéré comme satisfaisant. D'autres possibilités peuvent être offertes par le gaz en provenance du Cameroun, du Canada, du Qatar et de quelques autres pays du Golfe Persique. La Communauté est également intéressée à conclure davantage de contrats avec la Norvège.

La réalisation accélérée de projets de gazoducs dans la Mer du Nord ou à travers la Méditerranée depuis l'Algérie pourrait contribuer à résoudre les problèmes d'approvisionnement à moyen terme. Mais le rapport fait ressortir que les importants investissements requis ne pourront être réalisés que si les gouvernements et les entreprises concernés travaillent en étroite collaboration et font usage des instruments communautaires de financement tels que la Banque européenne d'investissement et le fonds Ortoli.

En outre, la Communauté devrait encourager le développement de gaz de substitution. Le gaz de pétrole liquéfié (GPL) peut apporter une contribution utile. A long terme, il faudra prendre en considération la gazéification du charbon; la Communauté accorde déjà son soutien à un certain nombre de projets de démonstration dans ce domaine.

Enfin, le rapport indique que le gaz naturel doit être employé de manière sobre et rationnelle grâce à des structures adéquates des prix et des tarifs reflétant les coûts d'approvisionnement sur le marché mondial de l'énergie. La Commission prépare des recommandations appropriées qui seront soumises au Conseil dans un proche avenir.

Contrats d'importation de gaz naturel avec des pays tiers

	millions de tep/an	%	durée des fournitures	
			début	fin
1. Algérie	43,6	41,9	1966-84	2000
2. Norvège	25	24,0	1977/78	1997/98
3. URSS	18,2	17,5	1977/80	2000
4. Iran	7,7	7,4	1982	2004
5. Nigéria	7,0	6,8	1986	2006
6. Lybie	2,5	2,4	1972	1992